



CONFERENCE DE PRESSE

Propos liminaires de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza Mardi, 30 avril 2024

Mesdames, messieurs les journalistes,
Chers collègues,

C'est un réel plaisir de vous accueillir tous à cette rencontre hebdomadaire mais également d'accueillir les autorités et les radios communautaires qui nous rejoignent par voie de vidéo conférence. Nous sommes particulièrement attachés à la participation des radios communautaires, dont c'est une première, et nous vous inviterons à participer à d'autres conférence de presse.

Je vous remercie de votre présence à cette conférence de presse hebdomadaire et de la couverture régulière des activités de la MINUSCA par vos médias qui nous permet de nous adresser à l'opinion publique.

Je place cette conférence de presse hebdomadaire sous l'angle d'une obligation de redevabilité à laquelle je suis très attachée. Une obligation de redevabilité auprès de la population par les voies de vos mediums. Il s'agit aussi de la redevabilité du mandat qui nous est confié par le Conseil de sécurité et que nous mettons en œuvre en soutien aux efforts du Gouvernement centrafricain et de tous les autres partenaires.

La rencontre de ce matin survient, à quelques jours près, deux ans après ma prise de fonction en République centrafricaine, le 17 avril 2022. Pour autant, il ne s'agit pas d'évaluer les deux ans que j'ai passés en Centrafrique en ma qualité de Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et Cheffe de la MINUSCA, mais plutôt de faire une rétrospective et une projection, ensemble, sur le chemin parcouru par la Mission au courant de cette période.

Lors de ma première conférence de presse, le 18 mai 2022, j'avais partagé quelques objectifs prioritaires que je m'étais fixés, je vous en avais fait la primeur, avant de les présenter au Conseil de sécurité au courant de l'année 2022 et avant de les cristalliser dans la stratégie politique de la Mission que nous avons émis en 2023.

Il s'agissait de:

- 1- Reconstruire les relations de confiance et de respect mutuel avec le Gouvernement centrafricain.
- 2- Repositionner la Force de la MINUSCA, avec l'adoption d'une posture robuste et proactive pour protéger la population, en mise en œuvre de notre mandat de protection des civils.

- 3- Revitaliser la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation du Processus mutualisé de l'APPR-RCA et la Feuille de route de Luanda.
- 4- Accroître la mobilisation des partenaires et des ressources techniques et financières, tant dans le système des Nations Unies en Centrafrique et hors de la Centrafrique, qu'auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour pouvoir investir dans les dividendes de la paix dans les zones qui sont stabilisées, étant entendu que la paix ne peut pas être simplement l'absence de conflits violents.

Il me plaît aujourd'hui de partager, en toute modestie, quelques avancées sur ces quatre fronts, tout en restant engagé à œuvrer pour leur consolidation.

Tout d'abord, je tiens à souligner la qualité actuelle de nos relations avec les institutions centrafricaines, en particulier avec le Président de la République et Chef de l'Etat. Ce dialogue fructueux, mais qui est aussi constant, a été véritablement essentiel, non seulement pour l'atteinte de nos résultats, mais également au soutien apporté à nos nombreuses initiatives pour faire plus, faire mieux, faire ensemble pour la paix, la sécurité et une stabilité durable en Centrafrique.

La reconstruction de ces relations avec le Gouvernement se traduit par un partenariat qui est centré et tourné sur les besoins des populations pour améliorer leur quotidien à travers des actions concrètes, pas à travers des déclarations. Nous avons pu constater l'impact concret de certaines de ces réalisations sur les populations lors de nos visites conjointes avec le Premier ministre, des membres du Gouvernement, des agences du système des Nations Unies, mais aussi d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux. Ensemble, entre autres, nous avons consacré le retour de l'autorité de l'Etat à Sam-Ouandja, réaffirmé notre engagement pour la sécurisation de l'Ouham, apporté notre solidarité aux réfugiés tchadiens qui se trouvaient par milliers à Bedaka, dans la Lim-Pende, mais aussi notre solidarité et notre soutien à la solidarité de la Centrafrique aux réfugiés et retournés du Soudan lorsque la guerre au Soudan a éclaté en avril de l'année dernière. Nous avons aussi procédé au lancement du programme de stabilisation dans la Vakaga afin que les communautés locales puissent bénéficier de ces dividendes de la paix apportées par des avancées sécuritaires.

Ceci étant dit, il reste beaucoup à faire. Cependant, les populations commencent à jouir des effets positifs induits par le redéploiement de l'administration des services de l'Etat, notamment des services sociaux de base. Cela ne s'est pas fait uniquement par la MINUSCA, mais essentiellement par les partenaires de l'équipe pays des Nations Unies et d'autres partenaires. Bien sûr, la MINUSCA y a contribué, notamment par les projets à impact rapide, mais également par les projets de réduction de la violence communautaire. La présence de l'administration, ainsi que la présence des Forces de défense et de sécurité centrafricaines et de la MINUSCA a permis la reprise des activités de l'administration locale et des activités courantes des populations, pas sur tout le territoire, mais clairement sur une partie du territoire beaucoup plus importante.

Sur le plan sécuritaire, la posture robuste et proactive de la Force s'est notamment illustrée par plusieurs déploiements et par des interventions conjointes de protection des Forces armées centrafricaines, des Forces de sécurité intérieure et de la MINUSCA. Parallèlement, nous avons

lancé un cadre de coopération et de soutien accentué aux Forces armées centrafricaines et aux Forces de sécurité intérieure.

A travers ces différentes actions opérationnelles et concrètes, la Mission a contribué de manière tangible au soutien à l'extension de la présence et de l'autorité de l'Etat sur le territoire centrafricain. Sam Ouandja et Tiringoulou sont des localités et des territoires où nous avons assuré et facilité la présence de l'Etat pour la première fois depuis des décennies d'absence. Cela a été également le cas à Ouadda, et reste le cas également à Am-Dafock et à Mboki, pour ne citer que quelques exemples. Nous allons poursuivre cette lancée afin d'établir une présence effective et opérationnelle de l'autorité de l'Etat dans des localités où l'Etat n'est pas encore présente.

Enfin, la revitalisation de la mise en œuvre de l'Accord de Paix et de Réconciliation à travers la Feuille de route de Luanda a aussi mobilisé nos efforts au courant des deux dernières années. A cet égard, je me félicite de l'engagement renouvelé des acteurs nationaux, régionaux et tous les partenaires de la Centrafrique, y compris ceux de la sous-région qui sont les partenaires voisins immédiats. Les revues stratégiques de la mise en œuvre de ce processus de paix et de réconciliation, notamment la revue stratégique de juin 2022, mais aussi la revue stratégique d'octobre 2023, toutes sous la présidence de son Excellence Monsieur le Président de la République et Chef de l'Etat. Les sept rencontres de coordination inter ministérielle sous la présidence du Premier Ministre et Chef du Gouvernement, nous a également permis de faire le tour de la mise en œuvre, mais aussi de l'accélérer sur tous les axes de l'Accord de paix. Cela ne s'est pas arrêté au niveau national, les efforts ont été également poussés au niveau décentralisé. Les efforts pour la décentralisation de la mise en œuvre de ce processus ont aussi connu des moments forts avec la vidéo conférence de mars 2023 qui a mis en ligne tous les Préfets avec le Premier Ministre, mais également tout récemment, en avril 2024, cette vidéo conférence qui a marqué la redynamisation des comités de mise en œuvre préfectoraux, qui aujourd'hui sont actifs.

Mesdames, messieurs les journalistes,

L'appui à l'extension de l'autorité de l'Etat a bien sûr été au cœur des derniers mandats de la MINUSCA. Durant cette période, nous avons accéléré les projets visant à soutenir davantage l'efficacité des services déconcentrés de l'état. Il s'agit par exemple de la construction, de la réhabilitation à Bangui comme dans les préfectures de diverses infrastructures et bâtiments publics, parmi lesquels le poste de douane de Beloko, les commissariats de Police de Bossembélé et Rafai ; les brigades de Gendarmerie de Begoua Bouboui, Boali, Ndélé, Kaga-Bandoro et Mbrès ; les bâtiments de préfectures de la Vakaga, Bamingui-Bangoran et Sangha-Mbaéré, de sous-préfectures notamment à Bambari et Markounda, et de mairies comme à Vougba Dalifondo, Baboua et Lombi.

Les déploiements conjoints, la colocation entre la composante Police de la MINUSCA avec ses partenaires nationaux que sont la gendarmerie et la Police Nationale, nous permettent également de renforcer les capacités. La Centrafrique est un pays hôte d'une opération de maintien de la paix, mais elle doit pouvoir se projeter dans un futur proche où elle va aussi pouvoir contribuer aux efforts de pacification, de stabilisation dans d'autres pays qui en ont besoin en déployant les capacités de Police et de Gendarmerie qui auront été formées.

Nous avons également investi dans des projets d'accès et de mobilité, il s'agit essentiellement de ponts, tels que les ponts reliant Bangassou et Bakouma, Mboki et Obo ou encore Ouada et Sam Ouandja, pour ne citer que ces quelques exemples. Les pistes, les routes, les aérodromes construits et/ou réhabilités dans différentes préfectures ont non seulement participé à l'extension de l'autorité de l'Etat, au courant de cette période dont nous parlons, mais ont été également un atout majeur dans la mise en œuvre de notre mandat de protection des civils, en augmentant la mobilité de la force et l'accès aux populations.

Les progrès enregistrés sur ces différents fronts ont permis à la MINUSCA de créer l'environnement nécessaire au lancement au courant de l'année 2023 du programme de stabilisation avec le Gouvernement et l'équipe pays des Nations Unies. Ce programme a été lancé à Sam Ouandja en février 2023 par le Premier ministre, moi-même, le PNUD et plusieurs autres agences des Nations Unies, mais aussi des partenaires bilatéraux et multilatéraux qui se sont joint à nous, et où nous avons été reçus par les autorités locales et le député de Sam Ouandja.

Nous sommes donc encouragés, un peu plus d'un an après le lancement du programme de stabilisation en Centrafrique, par le fait que le pays ait pu mobiliser les ressources de plusieurs partenaires multilatéraux et bilatéraux, qui ne sont pas des partenaires traditionnels de la Centrafrique. Je citerai à titre d'exemple, la Corée du Sud et la Banque Africaine de Développement. Ce programme est clairement toujours dans sa phase initiale et doit nous permettre d'étendre et de consolider les résultats positifs, les dividendes, afin de contribuer au renforcement de ce partenariat qui est un partenariat productif.

Notre objectif commun est que cette coopération active et productive entre le Gouvernement, la MINUSCA, l'équipe des Nations Unies et les partenaires puisse mener vers un niveau de consolidation et d'irréversibilité des gains obtenus concrètement pour une paix et une stabilité non pas durable, mais définitive.

Je vous remercie de votre attention.